

## Fukushima : Appel à un plan de recherche pour sortir du piège actuel de la seule alternative entre énergies nucléaires et énergies productrices de CO2

Au Japon, le séisme, le tsunami et à leur suite la catastrophe nucléaire de Fukushima créent une situation dramatique qui repose la question des choix énergétiques, celle de la prévention des risques naturels et technologiques, et, au-delà, celle de notre mode de développement. Le risque nucléaire est plus manifeste que jamais. Pour autant, nous ne sous-estimons pas les conséquences et menaces du dérèglement climatique qui, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), serait dès aujourd'hui responsable de 150 000 décès par an. S'y ajoutent du fait d'une raréfaction et d'une répartition très inégale des ressources d'hydrocarbures, des tensions et affrontements géopolitiques, exacerbés par la volonté des grandes puissances et de régimes dictatoriaux de s'accaparer la manne du pétrole.

Pour sortir du piège actuel de la seule alternative entre énergies nucléaires et productrices de CO2, le SNESUP appelle à la construction démocratique d'une nouvelle politique énergétique, donnant lieu à un plan de recherche public, d'une hauteur sans commune mesure avec ce qui a cours aujourd'hui et défini avec la participation de la communauté des chercheurs et enseignants-chercheurs. Cette politique doit reposer sur des coopérations nationales, européennes et internationales. Elle doit être le fruit, à ces différents niveaux, d'un débat public et citoyen fondé sur la transparence. Elle doit en particulier porter sur les énergies renouvelables, l'efficacité et la sobriété énergétiques, tout en répondant aux besoins de toutes les populations. Elle doit aussi porter sur les évolutions du modèle économique et social indispensables à cette sobriété et à la mobilisation des moyens financiers et humains nécessaires aux programmes de recherche publique et au développement de l'utilisation des énergies les moins polluantes, partout dans le monde.

Face au drame humain qui frappe le Japon, le SNESUP exprime son soutien à l'ensemble du peuple japonais, et tout particulièrement aux travailleurs qui sont en première ligne sur le site de Fukushima. Il appelle les collègues à apporter leur soutien financier aux associations de solidarité qui apportent une aide auprès des victimes.

Texte adopté au Bureau National du 24 mars 2011

### Non à la RGPP dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche

Dans le cadre de la procédure de RGPP, étendue actuellement aux opérateurs de l'Etat et donc à certains établissements d'enseignement supérieur et de recherche, le premier ministre a chargé l'IGAENR d'une mission d'audit sur les emplois correspondant aux fonctions supports et sur ceux correspondant aux fonctions soutien de la recherche. Cet audit a pour objectif de proposer « *des pistes d'économies possibles* ». [...]

Au-delà des fonctions support, c'est toutes les fonctions qui sont visées. Après l'INRA, ce processus s'applique cette année au CNRS, à l'Inserm, à l'IRD et au Cirad. Il touchera ensuite tous les EPST, toutes les universités. Cet audit va dans le même sens que les discours de la Ministre qui préconisent le regroupement d'activités (par exemple la gestion du personnel) et incitent à externaliser les activités considérées comme ne représentant pas le coeur du métier (gardiennage, standard ...).

Dans ce cadre, c'est 4 000 emplois qui seraient déjà touchés par le projet de réorganisation du CNRS, dont 4 à 500 suppressions sèches, le reste se répartissant entre externalisations, réorganisations internes entraînant des mobilités imposées ou développement de services mutualisés de gestion avec les universités. La direction annonce une réorganisation des tâches entre les délégations, que ce soit en région parisienne (suppression de 2 délégations sur les 6) ou en province (déconcentration de services à vocation nationale comme la paye [...]).

Les orientations du rapport sur l'INRA, rédigé dans le cadre de cet audit, ne s'inscrivent pas dans une logique de service public. La plupart des indicateurs de performance avancés ne relèvent que d'une simple logique comptable : nombre moyen de pièces comptables et financières traitées par Equivalent Temps Plein, nombre de repas servis au sein des restaurants de l'INRA, montant moyen de budget exécuté ou nombre de personnes physiques gérées, taux d'externalisation des fonctions. [...]. Le rapport fait des propositions (réformes territoriales accentuant le pouvoir des directions, mutualisations comme pour les achats, externalisations pour la restauration collective), qui ont pour objectif de limiter l'emploi public, sans tenir compte des besoins scientifiques. Et les conditions de travail de tous, titulaires et précaires, risquent de s'en trouver aggravées (mutations forcées...).

Les organisations soussignées appellent les personnels des EPST et des établissements d'enseignement supérieur à s'exprimer publiquement contre le démantèlement progressif des organismes et la disparition des emplois publics d'enseignement et de recherche, et notamment le 31 mars au matin (9 h) devant le CNRS ou en régions.

FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP) - CGT (SNTRS, FERC Sup, CGT-INRA) - CFDT (SGEN Recherche EPST) - UNSA (SUP Recherche, SNPTES) - SOLIDAIRES (SUD Recherche EPST) - SLR

(Voir communiqué complet sur le site du SNESUP à l'adresse : <http://www.snesup.fr/Presse-et-documentation?aid=5662&ptid=5&cid=240>)

### Congrès de Nanterre, le SNESUP sur tous les fronts, du local à l'international

Les réformes se succèdent à un rythme effréné et opèrent une transformation systématique du service public français d'enseignement supérieur et de recherche, sollicitant plus que jamais l'engagement des militants du SNESUP. Cette transformation se situe dans un mouvement européen et mondial, aggravé par la crise mondiale et les politiques d'austérité en Europe. En réaction, les mobilisations se multiplient sur notre continent. Sur les autres rives de la Méditerranée, dans un contexte d'augmentation des prix des denrées agricoles, les peuples, notamment la jeunesse et les étudiants, se soulèvent contre les dictatures, portés par une soif de liberté, d'indépendance, de dignité, de démocratie et de justice sociale. Dans ce contexte, avec des invités de Grèce, d'Italie, du Portugal, d'Espagne, d'Allemagne, du Royaume-Uni et de Tunisie, le congrès du SNESUP tiendra une séance plénière le jeudi 7 avril, en fin de matinée, précédée d'un séminaire syndical international, le mardi 5. Il s'agira d'échanger sur la situation et de travailler à l'élaboration de revendications et de campagnes communes, pour un service public universitaire démocratique, garant de liberté intellectuelle et scientifique, d'émancipation et d'égalité sociale.

Voir sur le site du SNESUP :

Position du SNESUP sur le protocole d'accord agents non-titulaires dans la fonction publique : <http://www.snesup.fr/Votre-metier?aid=5661&ptid=10>

Les propositions du SNESUP pour le cycle licence : <http://www.snesup.fr/Presse-et-documentation?aid=5652&ptid=5&cid=3832>